

Santé, Protection animales, Environnement  
2 rue Pierre Bonnard  
CS 70590  
64010 Pau

Pau, le 19/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2024

### **Contexte et constats**

#### **SCEA LES TRUITES DU BEEZ**

Moulin de Bruges  
20 chemin des Forges  
64800 Bruges-Capbis-Mifaget

Références : [HJ-Env n°2024-148](#)  
Code AIOT : 0056402108

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement SCEA LES TRUITES DU BEEZ, sur la pisciculture du site de Horgues, dont le gérant est M. Bernard GASSIE, à Capbis (64800). L'inspection a été annoncée le 29/04/2024.

La pisciculture de Horgues est inspectée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des élevages soumis à autorisation (fréquence tous les 3 ans).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA LES TRUITES DU BEEZ
- M. Bernard GASSIE Horgues 64800 Capbis
- Code AIOT : 0056402108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture Horgues est implantée sur les rives du Beez et produit des truitelles arc-en-ciel de 50 à 70 gr environ à destination du site de pré-grossissement de Lalanne, appartenant au même pisciculteur et situé sur le même bassin versant. Elle a été construite en 1950 et est actuellement dirigée par Bernard Gassie depuis 1989. Elle produit entre 20 et 30 tonnes de poissons par an. Le barrage et ouvrages de dérivation sont fondés en titre.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Du point de vue réglementaire, la pisciculture de Horgues fonctionne sans autorisation à jour que ce soit notamment pour la capacité de production ou le volume d'eau dérivé. Par ailleurs, elle n'est pas encadrée par des prescriptions particulières concernant les valeurs limites de rejet et le débit à laisser dans le cours d'eau. Enfin, elle n'est pas conforme du point de vue de la continuité écologique (absence de dispositif de montaison et dévalaison).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mesure des débits	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7-8-23	Demande d'action corrective	
2	Dispositif de franchissement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Mise en demeure, dépôt de dossier	
3	Production	Arrêté Ministériel du 01/04/2008	Mise en demeure, dépôt de dossier	
4	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15-21-24	Demande d'action corrective	
5	Installations piscicoles	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 6-9	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations piscicoles sont anciennes et vétustes, certains des bassins sont non utilisés. Il est nécessaire de confirmer la capacité maximale de production de cette pisciculture en lien avec le débit maximal autorisé en dérivation du Beez et les infrastructures fonctionnelles sur le site.

Le pisciculteur doit déposer un nouveau dossier pour actualiser les autorisations initiales, sur la base des éléments diagnostiqués en 2014 et rappelés au pisciculteur par courrier en 2015, 2016 et encore en 2024.

A noter que quelques avancées ont été observées notamment sur la mesure de certains paramètres (NH4+ et O2) et des débits (débit du cours d'eau, débit dérivé) avec la mise en place des échelles limnimétriques. Ces dernières mesures doivent être poursuivies, notamment pour déterminer un débit moyen du cours d'eau, en l'absence de station hydrométrique sur le Beez.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesure des débits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7-8-23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Milieu
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositifs de mesure des débits
<p><b>Constats :</b></p> <p>Rappel : Suite au diagnostic relatif au plan de progrès des piscicultures établi en 2014, il a été demandé au pisciculteur par courrier du 13/05/2015 et du 07/06/2016 de mesurer régulièrement le débit du cours d'eau sur l'ensemble de ses sites pour évaluer son débit moyen. En effet, il a été constaté une forte différence de valeurs entre les données de la DREAL (module estimé à 935 l/s) et le règlement d'eau du 24/06/1976 de la pisciculture d'Horgues prescrivant de maintenir un débit réservé de 20 l/s dans le cours d'eau, soit un module qui serait estimé à 200 l/s.</p> <p>Le pisciculteur a mis en place 2 échelles limnimétriques, l'une à l'amont du site, après la vanne de dérivation, qui mesure le débit entrant. La seconde après le rejet du dernier bassin, qui mesure le débit du Beez. Ces échelles sont installées depuis le 13 juillet 2023. Le bureau d'études, Aquifères, a fourni les courbes de tarage correspondantes. Il n'y a pas d'échelle limnimétrique dans le tronçon court-circuité de 100 m environ, car selon Aquifères, aucun écoulement stable en période de basses eaux a été trouvé pour l'installer. L'expert propose pour le site de Horgues de déterminer le débit réservé par différence entre le débit dérivé et le débit du cours d'eau.</p> <p>Mesure des débits : Depuis janvier 2024, le pisciculteur a entamé la mesure et l'enregistrement des débits dérivés, débit du cours d'eau et débit réservé à partir de la lecture des échelles limnimétriques. La fréquence de mesure est de 1 fois par semaine en moyenne. Les enregistrements fournis à l'inspection s'arrêtent à la semaine 21 (20-26 mai).</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La mesure et l'enregistrement du débit dérivé, du débit du cours d'eau et du débit réservé sont à poursuivre selon la même fréquence. Le pisciculteur doit fournir les enregistrements des débits de mai à décembre 2024 (cf lettre de suites). L'avis de l'OFB sera requis pour valider la proposition de mesure du débit réservé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

## N° 2 : Dispositif de franchissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Continuité écologique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Passe à poissons</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site de Horgues est alimenté à partir des eaux dérivées du Beez, cours d'eau sur lequel un barrage en pierre a été aménagé. Ce seuil, de 1 m de hauteur environ, n'est pas équipé d'une passe à poissons. Le Beez est classé en liste 1 (axe migrateur et réservoir biologique) des cours d'eau pour lequel les dispositions réglementaires prévoient que la libre circulation des poissons et des sédiments, la protection des poissons migrateurs, soient assurés au renouvellement de l'autorisation. Ces prescriptions figurent également dans l'arrêté ministériel du 01 avril 2008 et ont été rappelées au pisciculteur en 2016. Il est constaté sur place qu'une petite réhausse (métallique ou en bois) est présente sur le barrage, qu'il conviendra de retirer.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une proposition de dispositif de montaison et dévalaison doit être portée à la connaissance du préfet sans délai.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier</p>

## N° 3 : Production

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Niveau de production – Encadrement réglementaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Production annuelle - Stocks en cours</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La pisciculture de Horgues est spécialisée dans l'élevage des alevins de truites arc-en-ciel, de l'écloserie aux truitelles de 50 gr à destination du site de Lalanne. L'approvisionnement en œufs est issu d'Aqualand à 100 %. 200 millions d'œufs sont fournis par bande. 4 bandes sont réalisées par an en moyenne selon le diagnostic établi en 2014 par le GDSAA. 4 tonnes d'alevins sont présents au jour du contrôle. La production annuelle s'est établie à 18 tonnes de truitelles en 2023 selon les données fournies par le pisciculteur. La production moyenne sur les 4 dernières années est de 21,5 tonnes. Elle oscille entre 17 et 30 tonnes sur une période de 10 ans. L'arrêté d'autorisation d'exploiter de la pisciculture d'Horgue ne prévoit aucun tonnage maximum pour le site. L'ITAVI a estimé en 2014 un potentiel de production de 30 tonnes de poissons.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>Le pisciculteur doit déterminer une capacité maximale de production de son site, qui doit être mise en relation avec les installations et le débit maximum dérivé pouvant lui être accordé, ainsi que la capacité d'épuration du cours d'eau.</p> <p>Ce potentiel de production devra être prescrit dans un nouvel arrêté, et conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 1er avril 2008.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier

#### N° 4 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15-21-24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Résultat des analyses - Autosurveillance
<p><b>Constats :</b></p> <p>En l'absence de valeurs limites de rejet définies dans un arrêté préfectoral pour le site de Horgues, les valeurs limites de rejet de l'arrêté ministériel du 1er avril 2008 s'appliquent, ainsi que les fréquences de mesures des principaux paramètres à surveiller.</p> <p>La pisciculture de Horgues est suivie par le GDSAA depuis 2012 qui mesure les principaux paramètres (MES, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, PO<sub>4</sub><sup>-</sup>, DBO<sub>5</sub>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, P, DCO) selon une fréquence de 4 fois par an en mesure ponctuelle, et de 2 fois par an en mesure 24 H.</p> <p>Le résultat de ces mesures a été fourni à l'inspection pour les années 2015 à 2023.</p> <p>Par ailleurs le pisciculteur réalise des autocontrôles des paramètres NH<sub>4</sub><sup>+</sup> et O<sub>2</sub> (taux de saturation en oxygène) une fois par semaine environ. Les relevés de ces autocontrôles ont été fournis à l'inspection, de 2019 à mai 2024, exceptés pour l'été 2023.</p> <p>Remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le paramètre O<sub>2</sub> mesuré par le pisciculteur est fréquemment en dessous du seuil minima (&lt; 70%), en particulier à l'été. Les relevés de ce paramètre ne sont pas fournis pour l'été 2023 (les mesures s'arrêtent semaine 23).</li> <li>paramètre NO<sub>2</sub><sup>-</sup>(nitrites) : la fréquence de mesure est non conforme (Rappel : tous les 15 jours en été). A contrario, les valeurs mesurées par le GDSAA dans le cadre de la carte d'identité environnementale sont conformes.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Vérifier les points de mesure des paramètres O<sub>2</sub> et NH<sub>4</sub><sup>+</sup> suivis par le pisciculteur en autocontrôles. Mesurer le paramètre nitrites NO<sub>2</sub><sup>-</sup>.</p> <p>Fournir les données des paramètres O<sub>2</sub> et NH<sub>4</sub><sup>+</sup> pour l'été 2023 et 2024.</p> <p>Les valeurs limites de rejet devront figurer dans le prochain arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la pisciculture de Horgues, ainsi que les fréquences de mesure de celles-ci. Elles devront être compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du Beez et les dispositions du SDAGE ADOUR GARONNE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 5 : Installations piscicoles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 6-9
--

<b>Thème(s) :</b> Élevage, État des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Bassins et équipements
<p><b>Constats :</b></p> <p>6 bassins sont utilisés pour l'élevage des truitelles, et 2 bassins de décantation sont présents dont 1 à l'amont et l'autre à aval. Les bassins d'élevage sont d'origine. Ils sont équipés de grilles réglementaires et de filets anti prédateurs.</p> <p>Un défeuilleur est installé à l'entrée du canal de dérivation mais il est en panne. Un silo aérien stocke l'aliment destinés à nourrir les alevins de 25 à 50 gr. L'aliment donné est Le Gouessant.</p> <p>Les installations sont vétustes tout en restant fonctionnelles pour la plupart. Néanmoins, certains bassins mériteraient d'être rénovés, l'étanchéité est à vérifier.</p> <p>Enfin, le site n'est pas équipé d'un dispositif de collecte et de traitement des rejets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Réparer le défeuilleur.</p> <p>Vérifier l'étanchéité des bassins et procéder à leur rénovation le cas échéant.</p> <p>Etudier et équiper le site d'un dispositif de collecte et de traitement des rejets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective